Grand-Duché de Luxembourg – Commune de Medernach

Extrait du registre aux délibérations du conseil communal de Medernach

Séance publique du 3 décembre 2010

COMMISSARIAT DE DISTRICT
08 DEC. 2010
DIEKIRCH

Date de l'annonce publique : 24 novembre 2010
Date de la convocation des conseillers: 24 novembre 2010

Présents : M. Bob Bintz, bourgmestre; M.M. Goy Feltes et Pascal Zeihen, échevins ; MM. Emile Dostert, Eugène Unsen et Jean-Paul Schweigen, conseillers communaux; Mme Monique Glesener, secrétaire communale.

Absents : a) excusés : /
b) sans motif : /

Point de l'ordre du jour : 1
Objet: Avis relatif au « document scoping relatif à l'évaluation environnementale du plan de gestion de district hydrographique du Luxembourg ».

Le conseil communal,

Vu la lettre circulaire N°2872 du 23 août 2010 de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région du 23 août 2010 concernant le « document scoping relatif à l'évaluation environnementale du plan de gestion de district hydrographique du Luxembourg »;

Précisant que le cadre d'étude de l'évaluation environnementale est défini dans le document « Festlegung des Untersuchungsrahmens für die Strategische Umweltprüfung des Maßnahmen-programms WRRL für das Großherzogtum Luxemburg » annexé à ladite circulaire ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article 57, paragraphe 2, de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, le conseil communal de Medernach doit émettre un avis relatif audit « Document scoping relatif à l'évaluation environnementale du plan de gestion de district hydrographique du Luxembourg »;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Entendu Monsieur le Bourgmestre en ses explications ;

A l'unanimité des membres présents :

Emet un avis favorable concernant le « Document scoping relatif à l'évaluation environnementale du plan de gestion de district hydrographique du Luxembourg ».

La présente délibération est transmise par l'intermédiaire de Monsieur le Commissaire de District à Diekirch à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région à de telles fins que de droit.

Ainsi délibéré en séance date qu'en tête.

Grand-Duché de Luxembourg – Commune de Medernach

Extrait du registre aux délibérations du conseil communal de Medernach

Séance publique du 3 décembre 2010

Date de l'annonce publique : 24 novembre 2010
Date de la convocation des conseillers: 24 novembre 2010

Présents : M. Bob Bintz, bourgmestre; M.M. Goy Feltes et Pascal Zeihen, échevins ; MM. Emile Dostert, Eugène Unsen et Jean-Paul Schweigen, conseillers communaux; Mme Monique Glesener, secrétaire communale.

Absents : a) excusés : /
b) sans motif : /

Point de l'ordre du jour : 1
Objet: Avis relatif au « document scoping relatif à l'évaluation environnementale du plan de gestion de district hydrographique du Luxembourg » (page 2).

Suivent les signatures :

Pour expédition conforme :

Medernach, le 6 décembre 2010
Le Bourgmestre, La Secrétaire,

ADMINISTRATION COMMUNALE MEDERNACH

GEMENG MAMER

Monsieur
Jean-Marie HALSDORF
Ministre de l'Intérieur et à la
Grande Région
par l'intermédiaire du Commissariat
de district à LUXEMBOURG

v. référence:	CIRC. 2872
v. communication du:	23/08/2010
n. référence:	17795GG
n. communication du:	
dossier suivi par:	Guy Glesener
service:	secrétariat
téléphone:	310031-31
télécopieur:	310031-72
date:	07/12/2010

Concerne: document scoping relatif à l'évaluation environnementale du plan de gestion de district hydrographique du Luxembourg – circulaire n° 2872 du 23/08/2010

COMMISSARIAT DE DISTRICT
08 DEC. 2010
Luxembourg

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre circulaire sous rubrique et conformément à la loi du 22/08/2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, nous avons l'honneur de vous informer que le document soumis ne donne pas lieu à remarques de la part du collège échevinal.

Le document en question a auparavant été avisé favorablement par la Commission locale de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la circulation.

Nous vous présentons, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération la plus distinguée.

Le secrétaire,

Guy GLESENER

Le bourgmestre,

Gilles ROTH

Commune de Mamer

Place de l'Indépendance Boîte Postale 50 L- 8201 Mamer
Tél.: 31 00 31-1 Fax: 31 00 31-72

OAI

ORDRE DES ARCHITECTES ET DES INGENIEURS-CONSEILS
DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Inté
et à la Grande Ré
Entrée: 24 NOV. 2010
20918
AVR

W/Activ/InstPubl/AGE/LHalsdorf_Doc_scoping22112010/YJ/PH

M. Jean-Marie HALSDORF
Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
19, rue Beaumont
L-1219 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 22 novembre 2010

Objet : **Document scoping: "Festlegung des Untersuchungsrahmens für die strategische Umweltprüfung des Maßnahmenprogramms WRRL für das Großherzogtum Luxemburg"**
Remarques par rapport au document soumis à l'OAI pour avis

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'avantage de revenir à votre courrier du 28 juillet 2010 portant sur le document scoping repris sous objet.

Etant donné que ce document fixe le cadre pour l'analyse stratégique des objectifs environnementaux de la directive cadre transposée en législation luxembourgeoise par la loi du 18 décembre 2008 relative à l'eau, il revêt un caractère particulièrement important pour les professions d'architecte et d'ingénieur-conseil et nous avons donc réuni **un groupe de travail ad hoc** pour l'analyser et le commenter.

Nous vous prions d'excuser le retard de transmission de nos remarques dû aux contraintes professionnelles des membres de l'OAI qui s'en sont chargés.

Le texte en question précise en page 3 que la nécessité de son élaboration découle directement des exigences de la directive cadre (article 4) d'établir **un plan de gestion** et, partant, **un programme de mesures** destinées à atteindre des objectifs environnementaux.

Le programme de mesures est, pour sa part, soumis à une **évaluation stratégique d'incidences sur l'environnement** (suivant la directive 2001/42/CE, transposée en législation luxembourgeoise par la loi du 22 mai 2008).

L'analyse se fait par rapport à sept valeurs environnementales (**Schutzgüter**) énoncées à la suite, l'objectif étant d'en déduire un rapport sur l'environnement (**Umweltbericht**).

Le **document scoping**, qui pourrait se limiter à la seule définition d'un cadre-guide pour la notice et l'étude d'impact subséquentes (en quelque sorte une table des matières explicite) **comprend, dans ce contexte bien précis, la notice préalable des incidences sur l'environnement** de manière à pouvoir préparer directement le rapport sur l'environnement proprement dit à la suite.

Suivent alors les explications nécessaires à la démarche et le résumé succinct du programme des mesures pour le Grand-Duché de Luxembourg.

A ce stade, **une représentation graphique** aurait simplifié la bonne compréhension du texte (bien conçu pour les initiés, difficilement compréhensible pour les autres acteurs).

Etant donné que le document scoping, qui comprend la notice d'incidence préalable, se veut **dénoué de tout lien géographique ou contextuel**, il n'y a lieu finalement, pour déduire de l'incidence sur l'environnement, que de mettre en relation **des regroupements de mesures** avec les valeurs environnementales (Schutzgüter).

OAI ORDRE DES ARCHITECTES ET DES INGENIEURS-CONSEILS DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
8, RUE JEAN ENGLING L-1466 LUXEMBOURG TEL. : (+352) 42 24 06
FAX : (+352) 42 24 07 E-MAIL : oai@oai.lu WEB : www.oai.lu

Le fait de ne pas inclure à priori les mesures administratives pour la raison d'absence de technicité ne nous semble pas approprié. Au contraire, **l'effet levier** de mesures administratives produit bel et bien une réaction ciblée, à impact sur l'environnement, de la part des acteurs impliqués. (Exemples: la décision administrative de subventionner la construction d'éoliennes aura pour effet positif d'influencer des choix économiques bénéfiques à la réduction des émissions de CO2 mais perturbera éventuellement le vol des oiseaux, ... ; la mesure administrative d'accepter des cultures génétiquement modifiées ne sera pas sans impact sur l'environnement ; l'acte administratif consistant à favoriser la conversion de labours en surfaces de pâturage est-il nécessairement positif ? Oui, pour la diversité, non pour l'intensification de l'agriculture en d'autres lieux.)

Le nombre de mesures individuelles découlant du tableau à la page 13 ne peut pas être retracé (2?, 22?, 1?).

Les "neuf" **objectifs principaux de l'environnement** sont repris en gras aux tableaux des pages 16 et 17. Etant donné le caractère général de l'approche **("verbal-argumentativ")**, nous sommes d'avis qu'une **valeur précise** pour le scellement de surfaces d'un hectare par jour est déplacée en ce contexte (1,0?, 1,2?, 0,8?) s'il l'on s'abstient de préciser d'autres valeurs par exemple pour le modal split (25/75...). Même remarque pour la valeur absolue de réduction des émissions de gaz à effet de serre (tout en soutenant le principe de ces objectifs!).

A la page 19, nous vous suggérons de faire figurer le sujet du **maintien en état des canalisations existantes** (infiltration de substances polluantes dans le sol en raison d'absence de contrôle périodique par caméra-canalisation obligatoire, à l'image de certains pays voisins), au lieu de se limiter à la seule extension des réseaux. Donc plutôt: **"Ausbau und Erhalt der Kanalisation"**.

Le tableau 3 des incidences sur l'environnement aux pages 20/21 est explicite et parfaitement compréhensible.

Nous soutenons l'argumentaire à la page 22 que **le principe bénéfique en termes d'environnement de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau** rend superfétatoire l'**analyse de variantes**, dans le cadre du présent document et du rapport sur l'environnement **limité au catalogue des mesures**.

Logiquement, les arguments de **la longévité et de l'impact sur l'environnement** devront l'emporter par la suite dans les considérations d'appréciation de **projets concrets** par rapport aux **considérations budgétaires et pécuniaires**.

Il y a une erreur à la page 24: "In Anlehnung an die bereits vorliegenden Umweltberichte **anderer** Bundesländer (...) wird für den Umweltbericht zum luxemburgischen Maßnahmeprogramm folgende Gliederung vorgeschlagen".

Nous tenons à préciser dans ce contexte que les membres de l'OAI sont, de par leur **formation spécifique**, bien placés pour orienter les maîtres d'ouvrages, par rapport aux alternatives urbanistiques ou techniques dans le cadre d'analyses des incidences sur l'environnement de projets concrets soumis aux notices et études d'impact sur l'environnement.

Nous espérons ainsi que les autorités compétentes auront recours à des membres inscrits à l'OAI, disposant des compétences en la matière, pour les agréer pour de telles missions.

Finalement, nous tenons à féliciter les responsables de l'Administration de la Gestion de l'Eau pour la rédaction rigoureuse du présent document dans un contexte complexe.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Vous remerciant d'avance de l'intérêt que vous allez réserver à la présente, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.

Pour le Conseil de l'Ordre

Pierre HURT
Directeur

COMMUNE DE MERTERT

Boîte postale 4 L-6601 WASSERBILLIG

Secrétaire 74 00 16-21
Population 74 00 16-23
Téléfax 74 85 97
Etat Civil 74 00 16-22
Recette 74 00 16-35
Téléfax 74 00 16 39

Service Technique 74 00 16-46/47/48
Téléfax 74 00 16-49

Wasserbillig, le 14 décembre 2010

Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région
Entrée: 28 DEC. 2010
21576

Monsieur Jean-Marie HALSDORF
Ministre de l'Intérieur
et à la Grande Région
L – 2933 Luxembourg

Concerne : Document scoping relatif à l'évaluation environnementale du plan de gestion de district hydrographique du Luxembourg

Monsieur le Ministre,

Par votre circulaire no 2872 du 23 août dernier vous nous soumettiez le plan de gestion de district hydrographique du Luxembourg, approuvé par le Conseil de Gouvernement en sa séance du 23 juillet 2010.

Dans le cadre de la procédure prévue par la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement vous demandez nos remarques éventuelles.

Veuillez bien noter que la commune de Mertert n'a aucune remarque à formuler.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre parfaite considération.

Pour le collège des bourgmestre et échevins,

Le Bourgmestre, Le Secrétaire,

Administration Communale Mertert

Commissariat de district Grevenmacher
Entrée 15 DEC. 2010
Réf. .....

Ville d'Esch-sur-Alzette
Secrétariat
SH

Délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette

Séance du 30 novembre 2010

Présents: Mutsch, bourgmestre-président.
Braz, Hinterscheid, Tonnar, Spautz, échevins.
Clement, secrétaire communal

Absents:

COMMISSARIAT DE DISTRICT
07 DEC. 2010
Luxembourg

Le Collège des Bourgmestre et Echevins;

Objet: AVIS RELATIF AU DOCUMENT SCOPING RELATIF A L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLAN DE GESTION DE DISTRICT HYDROGRAPHIQUE DU LUXEMBOURG

Vu la circulaire 2872 du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire du 23 août 2010 concernant le document *scoping* relatif à l'évaluation environnementale du plan de gestion de district hydrographique du Luxembourg;

Vu la loi du 19 décembre 2008 relative à la protection et gestion des eaux ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant qu'un document *scoping* relatif à l'évaluation environnementale pour un plan de gestion de district hydrographique qui a pour but d'améliorer les eaux superficielles et souterraines constitue en quelque sorte un double emploi;

Considérant que les communes d'Esch-sur-Alzette, de Schifflange, de Bettembourg et de Roeser ont des intérêts similaires vu qu'elles sont riverains directs du bassin supérieur de l'Alzette ;

Considérant que les communes d'Esch-sur-Alzette, de Schifflange, de Bettembourg et de Roeser avec l'avis positif de l'administration de la gestion de l'eau veulent entrer dans un processus de partenariat de cours d'eau avec les autres communes du bassin hydrographique ;

Considérant qu'il est important de formuler un avis conjoint ;

Sur la proposition du collège des bourgmestre et échevins, et après discussion ;

Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région
Entrée: - 8 DEC. 2010
20906

émet
à l'unanimité

l'avis conjoint suivant :

GEMEINSAME STELLUNGNAHME

bezüglich Rundschreiben Nr. 2872 vom 23. August 2010
zum Dokument

Festlegung des Untersuchungsrahmens
für die Strategische Umweltprüfung
des Maßnahmenprogramms WRRL
für das Großherzogtum Luxemburg
STADT ESCH-ALZETTE
GEMEINDE SCHIFFLANGE
GEMEINDE BETTEMBURG
GEMEINDE ROESER

22. November 2010
Gemeinsame Stellungnahme der Gemeinden Esch-Alzette, Schifflange, Bettemburg und Roeser zum Untersuchungsrahmen für die SUP des Maßnahmenprogramms WRRL

INHALTSVERZEICHNIS :

1. Einleitung und Zielsetzung 2
2. Zugänglichkeit des Dokumentes 3
3. Prüfgegenstand und Prüfebene 4
4. Bewertung der Umweltauswirkungen 5
4.1. Bewertungsverfahren 5
4.2. Ausschluss aus dem Prüfverfahren 5
4.3. Aggregierte Maßnahmengruppen 6
5. Schutzgüter, Umweltziele und Wirkungsmatrix 7
6. Weitere Anmerkungen 8
7. Schlussbetrachtung 9

Gemeinsame Stellungnahme der Gemeinden Esch-Alzette, Schifflange, Bettemburg und Roeser zum Untersuchungsrahmen für die SUP des Maßnahmenprogramms WRRL

1. EINLEITUNG UND ZIELSETZUNG

Das Ministerium des Inneren und der Großregion hat in einem Rundschreiben (*Circulaire* Nr. 2872 vom 23. August 2010) die Gemeindeverwaltungen und die Gemeindesyndikate zu einer Stellungnahme zum *scoping document* der Strategischen Umweltprüfung des Maßnahmenprogramms WRRL für das Großherzogtum Luxemburg (*plan de gestion de district hydrographique du Luxembourg*) aufgerufen. Das vorgelegte Dokument wurde gemäß dem Gesetz vom 22. Mai 2008, *loi relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement*, von den Büros ProSolut S.A. und ahu AG (Projekt Nr. 12033-na-877) im Auftrag der Wasserwirtschaftsverwaltung erstellt. Das öffentliche Verfahren sieht vor, dass die Gemeinden und die Syndikate bis zum 23. November 2010 ihre schriftlichen Anmerkungen an das Ministerium richten.
Wie bei der gemeinsamen Stellungnahme zur Umsetzung der EU-Wasserrahmenrichtlinie im Juli 2009 (Bewirtschaftungsplan für das Großherzogtum Luxemburg) haben sich die Stadt Esch-Alzette und die Gemeinden Schifflange, Bettemburg und Roeser, als direkte Anrainer des oberen Alzettetales, erneut für eine Zusammenarbeit entschieden. Diese Bündelung erlaubt es, eine tief greifende Prüfung des vorgelegten Dokumentes vorzunehmen und somit eine begründende Stellungnahme zu erarbeiten. Das Ziel der Arbeitsgruppe besteht darin, sich als konstruktiver Partner der Wasserwirtschaftsverwaltung darzustellen im Interesse der Qualitätsansprüche für den Oberlauf der Alzette.

2. ZUGÄNGLICHKEIT DES DOKUMENTES

Das vorgelegte Dokument richtet sich an kommunale Einrichtungen, vorrangig an das technische Gemeindepersonal. Zumindest für Gemeinden die nicht über größere (umwelt)technische Dienststellen verfügen, ist es fraglich, ob das Dokument in seinem vollen Umfang für die Zielgruppe verständlich ist. Diese Einschätzung beruht auf drei Hauptpunkten, ergänzt durch ein Fallbeispiel.

- Das Dokument setzt eine gute Kenntnis sowohl des zu bewertenden Maßnahmenprogramms (*plan de gestion*) als auch des Bewertungsverfahrens (*évaluation des incidences*) voraus. Für Leser mit geringen Vorkenntnissen ist es daher besonders wichtig, jeweils die Eingangsdaten, die verfahrenstechnischen Grundlagen und die resultierende Bewertung streng zu trennen. Die wiederholte Vermischung der verschiedenen Aspekte beeinträchtigt die Lesbarkeit des Dokumentes über weite Strecken erheblich.
- Dazu kommt eine oft komplizierte Sprache mit nicht sofort einleuchtenden Formulierungen und Ausdrücken. Was sind beispielsweise flankierende administrative Maßnahmen (S. 6), eine verbal-argumentative Beschreibung (S. 11), eine verbal-argumentative Bewertung (S. 12) oder schutzgutbezogene Verursacher-Wirkungsbeziehungen, die verbal-argumentativ aufgezeigt werden (S. 14)?
- Weiterhin problematisch sind die zahlreichen Querverbindungen, die den Lesefluss und somit die Gesamtübersicht belasten. Auch werden mehrere Einschätzungen wiederholt, so etwa das Aussage, dass die hier zu prüfende Planungsebene für eine strategische Umweltprüfung nur bedingt geeignet ist (S. 8 und S. 10).
- Kapitel 4 erscheint als besonders problematisch, sowohl in Bezug auf die Eingliederung innerhalb der anderen Kapitel als auch auf die inhaltlichen Ausführungen. Der zusammenfassende Satz am Ende des Kapitels bedarf weiterer Erläuterungen (S. 11): *Sowohl die Beschreibung des Ist-Zustandes als auch die Entwicklungsprognosen erfolgen wie auch die Auswirkungsprognosen in erster Linie verbal-argumentativ.*

Gemeinsame Stellungnahme der Gemeinden Esch-Alzette, Schifflange, Bettemburg und Roeser zum Untersuchungsrahmen für die SUP des Maßnahmenprogramms WRRL

3. PRÜFGEGENSTAND UND PRÜFEBENE

Im Zusammenhang mit dem Prüfgegenstand und der Prüfebene der strategischen Umweltprüfung (SUP) wird argumentiert, dass mangels einer konkreten Verortung der Maßnahmen eine SUP auf der derzeitigen übergeordneten Ebene nur beschränkt möglich sei und vielmehr Gegenstand der nachgeordneten Planungs- und Zulassungsebene sein sollte (S. 8).

Um eine praktische Durchführung dennoch zu gewährleisen, werden zwei grundlegende Entscheidungen festgelegt. Zum einen wird die Möglichkeit kumulativer (ortsgebundener) Umweltauswirkungen nicht berücksichtigt. Zum anderen werden die Einzelmaßnahmen zu Maßnahmengruppen zusammengelegt, von denen ausgegangen wird, dass sie ähnliche Umweltauswirkungen aufzeigen (S. 9). Somit werden der SUP zwei wichtige Themenfelder – kumulative Wirkungen und die (orts)spezifische Betrachtung jeder Einzelmaßnahme – grundsätzlich entzogen. In der weiteren Argumentation heißt es, dass *das Maßnahmenprogramm von seiner Zielsetzung her grundsätzlich auf eine Verbesserung der Umwelt ausgerichtet ist* (S. 8). Diese Aussage bedeutet unmissverständlich, dass die Hauptzüge der SUP *per se* bereits im Maßnahmenprogramm enthalten sind.

In Kapitel 5 kommt folgende Einschätzung hinzu (S. 12): *Aufgrund der generellen Ausrichtung des luxemburgischen Maßnahmenprogramms auf eine Verbesserung des Zustandes der aquatischen Umwelt ist bei vielen Maßnahmengruppen* [...] *nicht mit zusätzlichen relevanten negativen Umweltauswirkungen zu rechnen* [...]. Dieser Satz in Form eines Eingangspostulats kann als eine Vorwegnahme der zu erarbeitenden

Ergebnisse der SUP gewertet werden.
Zusammenfassend besteht die hier durchgeführte SUP darin, ein Maßnahmenprogramm, das grundsätzlich auf eine Verbesserung der Umwelt ausgerichtet ist, auf dessen Umweltauswirkungen prüfen zu wollen, nachdem sowohl die Prüfobjekte (Einzelmaßnahmen) als auch die örtlichen Verknüpfung (kumulative Bewertung) ausgeblendet wurden. Dazu kommt ein Postulat, das mögliche negative Umweltauswirkungen weitgehend verneint. Aufgrund der angeführten Argumentation werden der SUP die Grundlagen entscheidend entzogen. Es stellt sich nicht nur die Frage nach der technischen Machbarkeit, sondern auch nach dem praktischen Sinn der in der vorliegenden Form angesetzten SUP.
Gemeinsame Stellungnahme der Gemeinden Esch-Alzette, Schifflange, Bettemburg und Roeser zum Untersuchungsrahmen für die SUP des Maßnahmenprogramms WRRL

4. BEWERTUNG DER UMWELTAUSWIRKUNGEN

4.1. Bewertungsverfahren

Zur Bewertung der Umweltauswirkungen werden zwei Matrices angeführt (S. 9), einmal zur vorgeschalteten Umwelterheblichkeitsprüfung und dann zur eigentlichen Bewertung der einzelnen Maßnahmengruppen (später aggregierte Maßnahmengruppen, S. 12) im Umweltbericht. Die erste Matrix hat drei Bewertungsstufen, die eher als qualitativ bezeichnet werden, und die zweite hat fünf, die als quantitative Bewertungsstufen bezeichnet werden. Im Sinne der Nachvollziehbarkeit muss hinterfragt werden, ob diese zweigleisige Bewertungsmethode einen Mehrwert erzielt oder das Verfahren bloß unnötig streckt?
Gravierender als eine doppelte Bewertung ist allerdings die Betrachtungsweise mit sowohl negativen als auch positiven Umweltauswirkungen. Die daraus resultierende *Summe sämtlicher positiver und negativer Auswirkungen stellt die Gesamtplanwirkungen des Maßnahmenprogramms dar* (S. 8). Diese strategische Aussage muss als sehr problematisch angesehen werden, weil somit negative Auswirkungen durch positive aufgewogen werden können.
Die so definierte Vorgehensweise ist nicht nur konträr zum Fundament der strategischen Umweltprüfung, sondern greift im vorliegenden Fall nicht, da ja die geplanten Maßnahmen *per se* auf eine Verbesserung der Umwelt ausgelegt sind. Da es bei der SUP um die Auffindung von Defiziten (und nicht um ein Aufwiegen von positiven und negativen Umweltauswirkungen) geht, besteht die Lösung darin, sich streng an die Vorgaben der SUP-Richtlinie zu halten, indem ausschließlich die negativen Umweltauswirkungen bewertet und alle positiven als neutral betrachtet werden. Maßgebend könnte hier die fünfstufige Skala des Leitfadens zur strategischen Umweltprüfung für die Ausarbeitung von Flächennutzungsplänen herangezogen werden. Diese Referenz wird im vorliegenden Dokument wiederholt erwähnt und sollte dementsprechend auch in wesentlichen Punkten angewandt werden.

4.2. Ausschluss aus dem Prüfverfahren

Das weitere Verfahren besteht darin, die verschiedenen Maßnahmengruppen nach ihren möglichen Umweltauswirkungen zu bewerten. Dabei wird hervorgehoben, dass *Gemeinsame Stellungnahme der Gemeinden Esch-Alzette, Schifflange, Bettemburg und Roeser zum Untersuchungsrahmen für die SUP des Maßnahmenprogramms WRRL* auf der derzeitigen Planungsebene der räumliche Bezug, (S. 10) [...] *d.h. die Betrachtung lokaler Spezifika wie z.B. Lage in einem Schutzgebiet* [...], völlig fehlt. Trotz der Aussage, dass die Einzelmaßnahmen unter Berücksichtigung detaillierter Daten in einem nachgeordneten Verfahren erneut zu prüfen sind, wird es als zulässig empfunden, dass *alle Maßnahmengruppen, für die abschließend keine negativen Umweltauswirkungen identifiziert werden konnten, aus dem weiteren Prüfprozess ausgeschlossen werden können.* Mit den beiden gegensätzlichen Begriffen „erneut zu prüfen“ und „abschließend“ ist die angeführte Argumentation nur schwer nachvollziehbar.
Das Verfahren wird ergänzend durch einen Verweis auf übergeordnete, grenzüberschreitende Gremien gestützt. Unabhängig davon, dass die internationalen Flussgebietseinheiten des Rheins und der Maas nicht in das EU-Recht eingreifen, sie

demnach nicht als übergeordnete Prüfebene gewertet werden können, bringt dieser Verweis eher eine Schwächung, da der Spielraum der SUP erneut eingeschränkt wird. Da auf der derzeitigen Planungsebene keine Verortung der Maßnahmen vorgenommen werden kann, ist es wichtig, das gesamte Betrachtungsspektrum im Hinblick auf die praxisbezogenen Verfahren aufrechtzuerhalten. Um nicht vom Allgemeinfall auf den Einzelfall zu schließen, also im Konkretfall erhebliche Umwelteinwirkungen zu übersehen oder falsch zu bewerten, ist es unzulässig, in diesem frühen Stadium Maßnahmengruppen aus dem weiteren Prüfprozess auszuschließen, insbesondere unter dem Gesichtspunkt möglicher kumulativer Effekte, die hier ausgeblendet wurden (siehe Kapitel 3).

4.3. Aggregierte Maßnahmengruppen

Eine weitere Vereinfachung erfolgt durch die Zusammenfassung von Maßnahmengruppen zu insgesamt 13 aggregierten Maßnahmengruppen, die *mit ähnlichen Umweltauswirkungen verbunden sind* (S. 12). Mit diesem Schritt entfernt sich das Verfahren weiter von der praxisbezogenen Ebene. Es ist daher fraglich, ob diese erneute Auslese die nachgeordneten, ortsbezogenen Prüfverfahren erleichtert oder eher erschwert? Sollte sich nämlich herausstellen, dass eine aggregierte Maßnahmengruppe (deren genauer Inhalt hier nicht im Detail dargelegt ist) negative Umweltauswirkungen ergibt, müsste dann das gesamte Verfahren innerhalb der Aggregation noch einmal aufgerollt werden?

5. SCHUTZGÜTER, UMWELTZIELE UND WIRKUNGSMATRIX

Die möglichen Umweltwirkungen des Maßnahmenprogramms werden auf der Basis von neun zentralen Zielen des Umweltschutzes bewertet. Eines dieser neun Schutzgüter heißt „Wasser“ und davon ein Umweltziel *Guter Zustand der Grund- und Oberflächengewässer bis 2015* (Tabelle 2, S. 17). Als extremer Prüffall wird somit ein Maßnahmenprogramm zur Verbesserung der aquatischen Umwelt auf ein Umweltziel hin geprüft, das genau dieselbe Zielsetzung vorgibt.

Problematischer als diese philosophische Aufgabe ist vielmehr eine erneute Ausblendung und Zusammenlegung von Bewertungsgrößen, und zwar diesmal von Umweltzielen. Warum etwa wird (S. 16) die *Einhaltung der SEVESO II-Richtlinie* als nicht relevant gewertet, eine so allgemeine Aussage wie die *Sicherung und Entwicklung der natürlichen Lebensgrundlagen* aber beibehalten? Bei der Zusammenfassung von Umweltzielen besteht die Gefahr, dass durch eine Vereinfachung der Bewertung für die nachgeschaltete Prüfebene die Substanz verloren geht. So wurden etwa für das Schutzgut Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt die Umweltziele *Stopp des Verlustes an biologischer Vielfalt* und *Sicherung der landestypischen biologischen Vielfalt* zu einem einzigen Schutzziel *Stopp des Verlustes an biologischer Vielfalt* zusammengelegt (S. 16). Dabei handelt es sich im Hinblick auf die lokale Biodiversität um völlig verschiedene Konzepte. Die nachstehende Zusammenlegung ist ebenfalls unzulässig: Ein so zentrales Umweltziel wie die *Sicherung und Entwicklung eines funktionsfähigen Biotopverbundsystems* wird unter der Thematik *Schutz, Sicherung und Entwicklung von Tieren, Pflanzen und Lebensräumen* gänzlich ignoriert.

Durch die zahlreichen Kritikpunkte verfahrenstechnischer Natur ergibt eine qualitative Bewertung der Ergebnisse, speziell der Wirkungsmatrix zur Umwelterheblichkeit, wenig Sinn. Vielmehr möchten wir in der Schlussbetrachtung einige Vorschläge unterbreiten.

6. WEITERE ANMERKUNGEN

Drei weitere Passagen des Dokumentes werfen Fragen auf.

Im Laufe des SUP-Verfahrens werden wiederholt Einzelgrößen zu Gruppen oder Aggregaten zusammengefasst. Dennoch wird angeführt (S. 22), dass durch *eine qualitative Beschreibung möglicher Maßnahmen zur Vermeidung, Verringerung und zum Ausgleich negativer Umweltauswirkungen* [...] *wichtige Hinweise und Empfehlungen für die nachgeordneten Planungs- und Zulassungsverfahren der Einzelmaßnahmen* [geliefert werden]. Diese Aussage mit ausdrücklichem Bezug auf Einzelmaßnahmen steht im Gegensatz sowohl zu vorigen Aussagen (siehe Kapitel 3) als auch zu dem hier gewählten Verfahren.
In Kapitel 9 ist zu lesen (S. 23): *es ist* [...] *davon auszugehen, dass aus der SUP zum luxemburgischen Maßnahmenprogramm kein zusätzlicher Überwachungsbedarf resultiert* [...]. Eine solche als Postulat formulierte Aussage ist in einem *Scoping document* sicherlich nicht glücklich.
Zum Schluss erfährt der Leser, dass Luxemburg ein „anderes" Bundesland ist (S. 24). Solche Unaufmerksamkeiten dürften deutschen Gutachtern und Büros – bei allem Respekt – nicht unterlaufen. Praxisbezogen legt dieser Lapsus dem Leser die Vermutung nahe, dass es sich bei dem vorliegenden Dokument nicht um eine Originalarbeit handelt, sondern, dass die SUP zum WRRL-Maßnahmenprogramm für Luxemburg in eine bestehende Form gepresst wurde. Dies würde dann auch die wiederholte Zwanghaftigkeit der Vorgehensweise erklären.

7. SCHLUSSBETRACHTUNG

Das Ministerium des Inneren und der Großregion hat die Strategische Umweltprüfung (SUP) des Maßnahmenprogramms Luxemburgs zur praktischen Umsetzung der EUWasserrahmenrichtlinie
vorgelegt und über ein Rundschreiben die Gemeinden und
Gemeindesyndikate zu einer Stellungnahme aufgerufen.
Mit der rechtlich vorgegebenen Zielsetzung der Durchführung einer SUP auf der derzeitigen (übergeordneten) Prüfebene ist eine zentrale Schwierigkeit verbunden: Es geht nämlich darum, ein grundsätzlich auf die Verbesserung der aquatischen Umwelt ausgerichtetes Maßnahmenprogramm auf dessen Umweltverträglichkeit hin zu prüfen. Mangels fehlender Verortung der Einzelmaßnahmen wird die technische Machbarkeit dadurch gewährleistet, dass zwei wichtige Aspekte ausgeblendet werden, nämlich die Bewertung von Einzelmaßnahmen und mögliche kumulative Auswirkungen auf lokaler Ebene. Diese fundamentalen Einschränkungen bezüglich der Prüfobjekte und deren örtlicher Verknüpfung entziehen der eingeschlagenen Vorgehensweise der SUP auf der vorgegebenen Prüfebene weitgehend die praxisbezogenen Grundlagen.
Weiterhin kritisch zu betrachten sind die wiederholten Zusammenlegungen von Größen, wie etwa Maßnahmengruppen zu aggregierten Maßnahmengruppen und Umweltziele zu Umweltzieltypen. Für eine zielorientierte, praxisnahe Durchführung der SUP erhöht jede erneute Stufe der Vereinfachung durch Zusammenlegung das Risiko, dass die Wirkungsmatrix als Grundlage für eine ortsgebundene (nachgeordnete) Planungsebene von Einzelmaßnahmen an Substanz verliert. Für diese übergeordnete SUP wäre es daher sinnvoller, Eingangsgrößen so breit gefächert wie nur möglich zu halten – also nicht vom Allgemeinfall zum Einzelfall zu schließen – um in der Lage zu sein, Wirkungsmatrices zu erarbeiten, die für jede ortsgebundene Einzelmaßnahme einsetzbar sind.
Eine praktische Umsetzung dieser Strategie beinhaltet einerseits einen differenzierten Katalog von Maßnahmengruppen und andererseits eine ausführliche Beschreibung sämtlicher Umweltziele. Die Einzelmaßnahmen werden nur minimal in Gruppen eingestuft, um übersichtliche Eingangsdaten zu bekommen. Von einer Zusammenlegung der Umweltziele sollte aber völlig abgesehen werden. Mangels fehlender Verortung der Maßnahmen auf der derzeitigen Planungsebene (und somit möglicher nicht bekannter oder kumulativer Umweltauswirkungen auf lokaler Ebene)

sollte sich eine Verknüpfung der Maßnahmengruppen mit den Umweltzielen auf einen modellhaften Ansatz beschränken. So könnte etwa für die größeren Einzelmaßnahmen, wie z.B. den Kläranlagenbau, eine detaillierte Wirkungsmatrix erarbeitet und über ein konkretes Fallbeispiel erläutert werden. Kleinere Maßnahmen werden auf der jetzigen Planungsebene nicht bearbeitet, sondern es wird ihnen ein Wirkungsmodell zugewiesen. Um die erhöhte Datenmenge der Eingangsgrößen zu bewältigen, sollten ausschließlich die potenziell negativen Umweltauswirkungen (auf einer drei- oder fünfstufigen Skala) bewertet werden.
Mit einem solchen oder ähnlichen Verfahren könnte der praktische Sinn einer SUP auf der derzeitigen Planungsebene erhöht werden. Für eine spätere Prüfebene wären dann praxisbezogene Vorgaben vorhanden, um somit das Ziel einer einheitlichen Prüfung der Umweltauswirkung von ortsgebundenen Einzelmaßnahmen zu gewährleisten.

en séance date qu'en tête

suivent les signatures

Esch-sur-Alzette, le 06.12.10
Pour expédition conforme,
Le secrétaire communal, Le bourgmestre,